

capital

numéro 4 / mai 2007

immatériel

> ÉVALUATION
> PROTECTION
> VALORISATION

Sommaire

> **Actualité de l'immatériel** 2

Interview de Claude Rubinowicz, directeur général de l'Agence du patrimoine immatériel de l'État

> **Débat Modernité On/Off** 4

« Le moteur à explosion dans l'économie de la connaissance »

Le temps de l'injection 4

Le temps de la compression 6

Le temps de la combustion 8

Le temps de l'échappement 10

Le point de vue de Maurice Lévy, président du groupe Publicis, coprésident de la Commission sur l'économie de l'immatériel 12

> **Éditorial** Par Philippe Lemoine / Président du groupe Lafayette Services (LaSer), membre de la Commission sur l'économie de l'immatériel

Les quatre temps de l'économie de la connaissance

Ce numéro de *Capital immatériel* est largement consacré à la dernière soirée Modernité On/Off, du groupe LaSer, organisée récemment au Théâtre du Rond-Point. Philippe Lemoine, initiateur de ce lieu de réflexion, ouvre le débat. **Décapant.**

Depuis sa création, en 2002, l'initiative Modernité On/Off organise, toujours avec le Théâtre du Rond-Point, des débats sur des enjeux de la réalité : les jeunes, la diversité, les banlieues... Cette fois-ci, en abordant le sujet de l'économie de la connaissance, l'approche est différente, car nous mettons en débat une catégorie de *représentation* de la réalité, et dont on entend parler, depuis longtemps, sous des noms variés : économie du savoir, économie de la matière grise, économie de l'information, économie de la connaissance, économie immatérielle. Rappelez-vous – dès 1974, dès le premier choc pétrolier : « Nous, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées. » Chiche ! Maintenant, plus de trente ans après, où en est-on ? On n'a toujours pas de pétrole. Et qu'avons-nous fait de nos idées ? L'Université de Shanghai classe la nôtre à la quarantième place à l'échelle internationale. On peut contester cette appréciation ; toujours est-il qu'on n'a pas le sentiment que la France est bien partie sur les nouvelles autoroutes de la connaissance.

> Étincelles motrices

D'où la nécessité de mettre ces thèmes en débat dans la société. Et, d'abord, d'interroger des intellectuels, puisque rien n'est évident dans cette question d'économie de la connaissance. L'économie, c'est un certain registre ; la connaissance, c'en est un autre. Si on les rapproche, n'y a-t-il pas beaucoup plus de chances d'aboutir à des incompréhensions ou à des synthèses molles plutôt qu'à des étincelles motrices ? Parmi les multiples dimensions de ce vaste sujet, trois nous ont semblé au cœur du débat : celle de la logique même de cette économie, un peu industrielle, un peu services et marketing, et beaucoup financière ; celle de l'éducation et de la recherche, qui inclut notamment la question du fonctionnement de l'appareil universitaire ; celle enfin des technologies de l'information et de la communication, donc de la transformation des modes d'intermédiation et d'accès au savoir, et qui pose des questions lourdes sur le sens même de notre société. Une des difficultés est certainement que ces trois dimensions font système et qu'elles



Jean-Michel Ribes (à g.) et Philippe Lemoine (à dr.) filent la métaphore, le 12 février 2007 au Rond-Point.

relient pourtant, dans l'organisation actuelle de cette société, de milieux et de pouvoirs de décision totalement disjoints. Aussi aurions-nous pu construire la réflexion à partir d'un vocabulaire emprunté à la théorie des systèmes, parler de réseau, de métatexte, d'interactivité ou d'hypercomplexité. Ce choix aurait peut-être stimulé l'imagination de certains, mais au lieu d'élargir le débat, nous l'aurions enfermé encore plus dans un petit cercle de connaisseurs.

Une image totalement différente, un brin surréaliste s'est imposée à nous : celle du moteur à explosion. Référence décalée, voire archaïque ? Mais s'il s'agit d'éviter que la voiture France tombe en panne le long des autoroutes de la connaissance ! Ce sont donc les temps du moteur à explosion qui auront structuré le programme de cette soirée : la compression – la logique financière est-elle un étouffoir ou un stimulant ? ; la combustion – une interrogation sur l'université et sa capacité à fabriquer des mélanges détonants ; l'échappement – le problème des technologies et de la manière dont se transmettent l'énergie et le mouvement ; enfin, pour que la métaphore soit pertinente, n'oublions pas le premier temps : celui de l'injection – comment naissent le génie et le don ? On va là au cœur de la transformation actuelle de nos représentations de l'individu et des valeurs collectives, ces socles de l'idée même de modernité, objet des débats Modernité On/Off.

(Voir notre dossier à partir de la p. 4.) <

> Étude Valeur boursière et capital immatériel : quelle relation ?

Selon l'étude « Le capital immatériel, première richesse de l'entreprise », réalisée par Ernst & Young auprès d'une centaine de grandes entreprises européennes cotées, l'immatériel représenterait en moyenne 60 % de la valeur totale, avec de très fortes disparités selon les 18 secteurs d'activité analysés. Ainsi, fin 2005-début 2006, lorsque l'étude a été réalisée, l'immatériel comptait pour plus de 80 % de la valeur globale dans les secteurs de la pharmacie, du tabac, du luxe et des spiritueux, 21 % dans les produits industriels, et seulement 10 % dans l'automobile, ce dernier secteur étant alors victime d'une désaffection boursière. Au plan méthodologique, l'étude Ernst & Young considère que la valeur du capital immatériel correspond à la différence entre la capitalisation boursière (hors dettes financières) et la valeur comptable des actifs au bilan (hors actifs incorporels inscrits et goodwill). Ce choix pose question. En effet, peut-on considérer qu'une entreprise dont le cours boursier connaît une chute brutale voit simultanément tous ses actifs immatériels perdre une valeur importante ?

On se souvient notamment de la société Thomson, considérée comme moribonde et qui, justement, a pu être redressée grâce à la valeur de son portefeuille de brevets. Avoir de bons actifs immatériels, n'est-ce pas au contraire la garantie de mieux résister aux fluctuations émotives de la Bourse ? Ne serait-il pas plus logique de considérer que la valeur des hommes, de l'organisation et du capital client d'une entreprise est indépendante de sa valeur boursière ?

www.ey.com/global/content.nsf/France/home

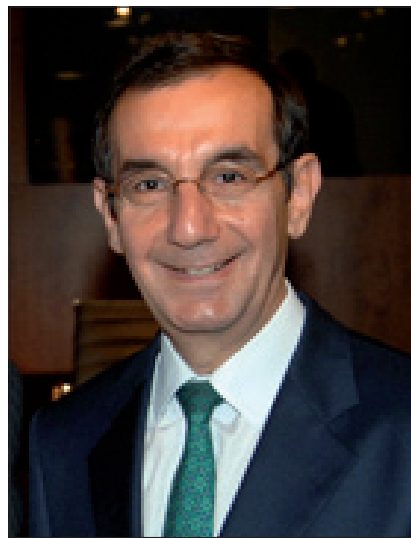
> Interview

Claude Rubinowicz / Directeur général de l'Agence du patrimoine immatériel de l'État

« Les administrations doivent prendre conscience de la valeur des actifs dont elles sont dépositaires »

Capital Immatériel : Le ministre des Finances, Thierry Breton, a signé l'arrêté de création de l'Agence du patrimoine immatériel de l'État (APIE), le 23 avril dernier, et les textes officiels doivent être publiés au Journal officiel d'un jour à l'autre. Cette création était une des recommandations de la Commission Lévy-Jouyet sur l'économie de l'immatériel, et, en janvier dernier, vous avez été chargé d'en étudier la faisabilité dans le cadre d'une mission de préfiguration. Vous prenez aujourd'hui la direction de l'Agence. Pouvez-vous nous expliquer quelles sont ses missions ?

Claude Rubinowicz : La création de l'APIE résulte effectivement d'une recommandation du rapport Lévy-Jouyet, qui a mis le doigt sur les insuffisances de l'État dans la gestion de son propre patrimoine immatériel. Ce dernier est pourtant considérable, recouvrant notamment les brevets, les licences, les fréquences hertziennes, les marques, les savoir-faire publics,



Claude Rubinowicz.

les bases de données, les droits d'accès ou les images publiques. Il faut reconnaître que l'immatériel n'est pas le cœur de métier des administrations. Le plus souvent, celles-ci ne se rendent pas compte de l'existence et encore moins de la valeur des actifs dont elles sont dépositaires. Les outils de gestion ne les prennent pas en compte et elles n'ont ni les ressources internes, ni le savoir-faire pour identifier ces actifs immatériels, les gérer et les valoriser au mieux. Tout d'abord, j'insiste sur le fait que l'APIE n'a pas vocation à se substituer aux administrations gestionnaires. L'APIE a une fonction

interministérielle de coordination et d'assistance. Elle apportera une assistance méthodologique et opérationnelle aux gestionnaires publics pour le recensement, la protection et la valorisation de leurs actifs immatériels et pourra être associée à la conduite de projets dans le cadre de partenariats. Elle veillera à la cohérence des cadres de gestion mis en œuvre et s'attachera à promouvoir les démarches les plus efficaces. Elle concevra et mettra à disposition des administrations des outils spécifiques. Cette fonction d'assistance pourra également concerner, à leur demande,

les établissements publics de l'État et les collectivités publiques. L'APIE est donc une structure légère, d'assistance et de conseil. Ce sera également un creuset d'idées, d'expériences, de savoir-faire au service de tous les gestionnaires publics.

Concrètement, quels seront l'organisation et l'effectif de l'APIE ?

Claude Rubinowicz : L'Agence doit être une structure souple, ouverte et coopérative. Elle adoptera une gestion en mode projet et sa vocation est de susciter des synergies, de lancer une dynamique. Son effectif sera d'une trentaine de personnes d'ici à 2008, venant aussi bien de l'administration que du secteur privé, mais elle s'appuiera en outre sur un réseau de correspondants dédiés dans chaque ministère et fera appel, en tant que de besoin, à des experts de la sphère privée. Par ailleurs, certaines administrations, comme la Culture ou la Défense, détacheront une ou deux personnes pour s'intégrer à l'APIE et faciliter les synergies. L'Agence bénéficiera

également de l'appui d'un comité stratégique composé de représentants de l'administration ainsi que de personnalités qualifiées, françaises ou étrangères, ayant une compétence reconnue au plan national ou international. Cette instance consultative contribuera notamment à la définition de la stratégie de gestion des actifs immatériels de l'État. Les représentants de l'administration seront, pour ce qui concerne le ministère des Finances, le directeur général du Trésor et de la Politique économique et le directeur général de la Comptabilité publique, qui sont les deux services auxquels l'Agence est rattachée, ainsi que les secrétaires généraux des principaux ministères concernés (Affaires étrangères, Culture, Défense, Éducation, Justice). La présidence du comité sera assurée par le directeur général des Entreprises.

Pour définir cette approche, avez-vous été inspiré par des réalisations étrangères ?

Claude Rubinowicz : Incontestablement, l'administration française est pionnière en la matière, nous n'avons pas de référence dans d'autres pays. La Commission Lévy-Jouyet a enquêté auprès d'une trentaine de pays et nous n'avons pas trouvé d'équivalent du projet français. L'exemple le plus proche est celui du ministère britannique de la Défense – et non de l'État britannique –, qui a affecté une trentaine de person-

nes à la valorisation de ses actifs immatériels : ainsi, la Royal Air Force a déposé son logo, dont la reproduction est désormais soumise à redevance ; la location de lieux de tournage de films a rapporté autour de 1 million de livres sterling l'année dernière ; enfin, l'armée touche 25 % de royalties sur le produit des ventes d'un modèle de chaussure d'entraînement mis au point pour l'infanterie. Aux États-Unis, le seul exemple est celui de la Californie, où un parlementaire a lancé, en février dernier, une troisième tentative, « soft », d'un simple recensement des actifs immatériels publics, après deux échecs (par manque de soutiens) depuis 2000. Enfin, nous avons identifié quelques pays qui réfléchissent sur la méthodologie à adopter pour la prise en compte de l'immatériel dans leur comptabilité nationale ; c'est le cas par exemple du Japon, des pays scandinaves et de l'Italie.

Quel champ d'actifs immatériels allez-vous couvrir ? Et quelles sont vos priorités ?

Claude Rubinowicz : Nous ne nous fixons aucune limite. Hormis les références que je rappelais au début de notre entretien, comme les fréquences hertziennes, les brevets, les marques ou les données publiques, les administrations découvrent tous les jours de nouveaux actifs immatériels. Par exemple, la possibilité de valoriser des droits d'auteur, des droits à l'image ; il y a les liens publicitaires sur des

sites d'information publique ; ou les multiples octrois de rente ou d'occupation du domaine public, accordés gratuitement à certaines professions... Nous allons commencer par élaborer des méthodologies de recensement. En elle-même, l'identification des ressources potentielles est une tâche de longue haleine. En parallèle, la direction générale de la Comptabilité publique poursuivra la mise au point des méthodes et des procédures de comptabilisation de ces actifs. Comme il n'y a guère de référence, tout ou presque est à inventer. La création de l'APIE est celle d'une « start-up » dans un nouveau domaine.

Quelles sont les motivations pour les administrations de coopérer ?

Claude Rubinowicz : Comme l'indique la circulaire du Premier ministre du 18 avril, pour dynamiser la gestion des actifs immatériels, les ministères, après validation de l'APIE, bénéficieront d'un retour budgétaire sur les recettes supplémentaires obtenues. Ce retour sera un bonus de 100 % en 2007 et de 80 % à partir de 2008 ; les 20 % restants contribueront au désendettement. Outre cet intérêt financier, les gestionnaires bénéficieront gratuitement de l'expertise de l'APIE et de ses compétences de gestion, tandis que le coût des consultants extérieurs auxquels il pourra être

fait appel sera pris en charge par le budget de l'APIE.

Quel est le montant des actifs immatériels actuellement identifiés, et quels sont vos objectifs et vos projets ?

Claude Rubinowicz :

Dans le cadre de l'établissement du bilan patrimonial de l'État, institué par la loi organique relative aux lois de finances (Lolf), un premier travail de recensement a permis d'identifier une valeur de 1 milliard d'euros, concernant les logiciels.

La valorisation récente de la marque Louvre pour 400 millions d'euros, dans le cadre du projet Louvre-Abu Dhabi, montre bien que la France dispose d'un patrimoine immatériel considérable. Sa valorisation permettra ainsi de dégager de nouveaux moyens au profit de tous. Au titre de ses premières actions, et à l'issue des premiers recrutements, l'APIE pilotera un recensement d'ensemble des actifs immatériels des administrations et des établissements publics de l'État, et conduira des projets pilotes avec un certain nombre de ministères concernés par l'immatériel. Ces projets, tous très concrets, impliqueront divers ministères et porteront sur des thèmes variés comme les marques publiques, la commercialisation des bases de données, le droit à l'image ou le patrimoine historique.

Propos recueillis par Éva Duret et Philippe Collier

> Hit-parade Les 250 marques les plus valorisées

Le cabinet britannique Brand Finance évalue à 2 179 milliards de dollars la valeur cumulée des 250 marques les plus cotées au monde. Avec 112 marques (45 %), les États-Unis dominent le classement, devant 92 marques (37 %) européennes, dont 26 britanniques, 24 françaises et 17 allemandes. Seulement 45 marques proviennent d'autres parties du monde. Brand Finance prévoit, dans les années à venir, une plus forte présence des marques brésiliennes, russes, indiennes et chinoises, mais aussi d'autres marchés émergents. En moyenne, la valeur des marques représente 18 % de la valeur totale des sociétés représentées dans le BF250, mais beaucoup plus dans les secteurs de la mode et des cosmétiques. Par exemple, la marque Nike représenterait 84 % de la valeur totale de la maison mère.

> Vente aux enchères Ocean Tomo révolutionne le marché des brevets

La société américaine Ocean Tomo s'est fait un nom, l'année dernière, en organisant les premières ventes aux enchères de brevets. La première, organisée en avril 2006 à San Francisco, avait généré 8,5 millions de dollars ; la deuxième, organisée à New York en octobre dernier, a réalisé le chiffre d'affaires spectaculaire de 23,9 millions de dollars ; la troisième, qui a eu lieu à Chicago les 18 et 19 avril 2007, portait sur 56 lots de brevets et a dépassé les 12 millions de dollars. Pour les amateurs, une quatrième vente aux enchères est programmée pour le 1^{er} juin prochain, à Londres.

<http://oceantomoauctions.com>

Le talent, matière première

Pour que le talent et le génie soient mieux partagés, il faut pour le moins une révolution copernicienne. Ne plus compter sur des exceptions, mais sur la force du jeu collectif. **Tous au Panthéon !**

La question de l'injection est centrale – celle de l'injection de l'intelligence et du talent. Jusqu'à une date récente, on considérait généralement que, les individus étant divers, l'égalité ne pouvait être une valeur que sous la forme d'une égalité des droits. Certains sont doués, d'autres le sont moins, voilà un constat qu'il fallait admettre. Certes, la modernité a énoncé le concept d'égalité des chances, qui tient compte de l'influence de l'environnement sur la formation des personnalités et des réussites. Mais il y avait pour chacun d'entre nous un Panthéon de grands hommes – au hasard : Pascal, Mozart, Einstein... –, autant de clés de voûte d'une pyramide de talents, facétieux ou graves, hors normes, précoces (forcément précoces).

La conception de la création dans les sciences et dans les arts a été très marquée par cette représentation. Et aujourd'hui, nombre d'interrogations en matière d'économie de l'immatériel ne se comprennent que dans cette optique : en lutte pour capter les meilleurs esprits, les entreprises seraient contraintes de « différencier » de plus en plus leur politique salariale et de payer les champions de l'économie de l'immatériel aux tarifs insensés des super-joueurs de foot. Le classement des universités devrait s'établir selon l'« attractivité » internationale des talents. Irréductible, le génie humain ne saurait s'approprier que par cet équivalent universel : l'argent.

> Déconstruire le génie

Peu importe, au fond, dans cette optique, que l'on argumente en avançant tel ou tel contre-exemple. Cézanne, dessinateur approximatif et qui devient sur le tard, à la cinquantaine, un génie fondateur de la peinture et de la couleur ? Anecdote ! Pascal lui-même, génie des mathématiques, dont l'enseignement lui était interdit par son père, et qui éclôt précisément suite au choc d'avoir été surpris par ce père dans ses études solitaires ? Anecdote ! Pascal encore, génie des lettres et de la foi qui se découvre, à

> Face à l'atonie du débat d'idées, Philippe Lemoine a pris l'initiative des soirées-débats Modernité On/Off. Ces soirées sont organisées dès 2004 au Théâtre du Rond-Point – un lieu de représentation volontairement choisi. Elles ont pour ambition, non pas de reproduire des débats d'intellectuels, mais davantage de questionner en interpellant et mobilisant tous les acteurs de l'avenir (entreprises, syndicats, politiques, associations, etc.) sur des thématiques fortes, et de propulser la France dans une vision renouvelée et désirable de futurs. Avec la complicité de Jean-Michel Ribes, des interventions artistiques rythment et ponctuent les différents moments de ces soirées.

www.forum-modernites.org

31 ans, lors d'un accident de carrosse le laissant avec une formidable bosse à la tête ? « *Joie, joie, joie, pleurs de joie* », écrit-il. « *Comment l'esprit vient à Pascal ?* », s'interroge Voltaire. Anecdote encore ! L'essentiel était ailleurs.

Aujourd'hui, si l'on veut s'interroger sur une économie générale de la création et de la connaissance, on peut difficilement se contenter de ces anecdotes devenues lieux communs. Plus que jamais, nous croyons tous à la diversité, et il est hors de question de tenir des propos uniformisants sur une quelconque « substituable » mythique entre les hommes. Mais au moment où chacun veut être architecte de sa propre vie, créateur de son destin, comment entendre le terme de *génie* ? Désignerait-il finalement la raison ultime de l'individualisme pur ?

L'évolution actuelle de la société incite à déconstruire cette notion et à examiner les étapes à travers lesquelles la moder-

nie occidentale en a élaboré la représentation. Le rétablissement de l'iconolâtrie à Byzance, en 843, à travers laquelle la chrétienté va se séparer des autres religions monothéistes, qui interdisent la figuration de Dieu ; l'autoportrait d'Albert Dürer, en 1500, où l'homme se peint à la place de Dieu ; l'affirmation du corps propre de l'individu, support solitaire du « *je pense donc je suis* » ; la revendication des entreprises américaines, dès la fin du XIX^e siècle, de se concevoir elles aussi comme des « corps » libres, des *corporations* : il s'agit d'abord d'une histoire de l'image du corps, et dans laquelle aucune culture non occidentale ne se reconnaît, tant ce corps-statue est distinct du corps traversé par les forces du Cosmos qui inspire, par exemple, les visions asiatiques.

> Soleils, promesses

Parallèlement à cette histoire des représentations du corps, il est intéressant d'interroger celle des représentations de la création, qui passait d'abord par la spécialisation des savants et des artistes ; par l'instauration, au Moyen Âge, d'une rente pour les libraires et les troupes de théâtre qui se prêtaient à la censure préalable de l'Église – rente dont Beaumarchais obtiendra le partage sous le nom de droit d'auteur ; par la valorisation insensée, au XIX^e siècle français en particulier, de l'artiste ou de l'intellectuel en figure de l'intelligence trônant au-dessus de l'océan de bêtise populaire qu'engendre nécessairement la démocratie...

Tout cela est à repenser de fond en comble, d'autant que la technologie actuelle fait plus que de donner un accès libre et universel (mieux qu'universel : hypertexte !) à l'ensemble des arts, des savoirs et des connaissances. La promesse des technologies d'information est finalement celle d'un monde où chacun aurait accès à la création. Une toute autre « énergétique » de l'esprit est annoncée par les réseaux. Nous vivons dans la lumière des soleils solitaires, de ces grands astres qui illuminaient l'espace de la connaissance et de

la création. Nous entrevoyons un monde où il pourrait y avoir un million, un milliard, six milliards et demi de soleils qui croiseraient leurs rayonnements. Déjà, le travail dit collaboratif sur Internet illustre une notion de coproduction de connaissances à une échelle élargie, comme on le constate dans l'élaboration des logiciels libres ou dans toutes les réalisations wikis, à commencer par Wikipedia. Bien évidemment, de telles promesses sont mises en scène par les fabricants de technologies pour vendre leurs produits. Mais on aurait tort de penser qu'il ne s'agit que de cela.

> Machines pensantes

À l'origine des technologies de l'information, il y a Alan Turing, mort en 1954 en croquant une pomme trempée dans du cyanure. Fondateur de la théorie de l'informatique, il misait sur l'« intelligence artificielle », qui doterait la machine d'un fonctionnement égal à celui que confère l'intelligence abstraite à l'homme ; notion fondée elle-même sur l'idée de machine universelle (le fameux automate de Turing) caractérisée, à la différence des automates mécaniques à l'ancienne, par l'indépendance totale du « matériel » et du « logiciel ». On serait tenté de dire : du corps et de l'esprit.

Il faut s'arrêter sur cette histoire quand on aborde le temps d'une économie de la connaissance et de l'immatériel. C'est bien parce qu'on est dans le domaine de l'esprit qu'il y a de l'aventure, du non-programmé, du choc, de l'amour, du déclin. Les chercheurs ne trouvent les réponses à leurs interrogations pas seulement dans le cadre de protocoles définis : ils vont, ils viennent, rencontrent tel fait surprenant, et clac ! une découverte surgit là où on ne l'attendait pas. En matière d'innovation, les entreprises ne se contentent pas de mettre en présence une offre de savoir et une demande économique : il faut qu'il y ait des courtiers-stratèges, des tempéraments, des personnalités qui font l'aller-retour entre les deux. C'est ainsi que se forment les étincelles dans les moteurs à explosion de l'économie nouvelle !

Rien ne sert de s'accrocher à cette place que l'homme a imaginée quand la Terre n'a plus été pensée comme le centre de l'univers. Le projet de siéger au centre de l'univers de l'intelligence est alors né en Occident. Et c'est de cette place

que, à la suite de Turing, nous sommes aujourd'hui expropriés.

Vivent les tempéraments toniques, originaux et forts ! Mais inutile de vouloir s'arquebouter sur les anciens territoires de l'identité moderne : moi, je, mon œuvre, mon esprit, mes dons, mon génie. En 1958, quatre ans après la mort de Turing, Yves Klein tirait sans le savoir toutes les leçons de ce bouleversement. Écoutons quelques phrases d'une de ses conférences données en 1959 à la Sorbonne : « Je pense pouvoir dire avec bon sens, ce soir, que ce ne

tion pure. Cette imagination dont je parle n'est pas une perception, souvenir d'une perception, mémoire familière, habitude des couleurs et des formes. Elle n'a rien à voir avec les cinq sens, avec le domaine sentimental ou même purement, fondamentalement émotionnel. Ça, c'est l'imagination des artistes qui ne peuvent en aucun cas participer, car, à vouloir sauver à tout prix leur personnalité, ils tuent leur individu spirituel fondamental et perdent leur vie. Ces artistes qui ne peuvent coopérer travaillent du ventre, du



Hommage à Yves Klein sur la scène du Rond-Point, par Caroline Araguin et Séverine Tardi : la révolution bleue est en marche.

D.R.

sera pas avec des roquettes, des spoutniks ou des fusées que l'homme réalisera la conquête de l'espace car, ainsi, il resterait toujours un touriste de cet espace. Mais c'est en l'habitant en sensibilité, c'est-à-dire non pas en s'inscrivant en lui mais en s'imprégnant, en faisant corps avec la vie elle-même qu'est cet espace où règne la force tranquille et formidable de l'imagination pure.

Il ne faut pas comprendre que je condamne la technique, non, mais laissons-la à sa place. Plus l'on vit dans l'immatériel, plus l'on aime la matière. La technique est un moyen, la science comme l'art est une fin. Cette allocution se résume en substance à ceci : coopérer veut dire conjuguer son action avec d'autres, en vue d'un but à atteindre. Le but pour lequel je propose la coopération, c'est l'art... »

> « Une totale liberté »

N'est-ce pas l'annonce de la modernité nouvelle ? Écoutons encore : « Dans cette association d'effort, nous devons pratiquer individuellement l'imagina-

plexus, de la tripe. Les artistes qui savent ce que c'est que la responsabilité d'être un homme vis-à-vis de l'univers. »

On approche d'une réponse à Turing. Et la voici : « En conclusion, en proposant une entreprise commune aux artistes du cœur et de la tête, je leur propose en fait de dépasser l'art lui-même et de travailler individuellement au retour à la vie réelle, celle où l'homme n'est plus le centre de l'univers, mais l'univers, le centre de l'homme. Nous connaîtrons alors le prestige par rapport au vertige d'autrefois, et ainsi nous deviendrons des hommes aériens, nous connaîtrons la force d'attraction vers le haut, vers l'espace, vers nulle part et partout à la fois. La force d'attraction ainsi maîtrisée, nous l'éviterons littéralement dans une totale liberté physique et spirituelle. »

On se croirait dans Google Earth ! C'était Yves Klein, c'était il y a cinquante ans. Sommes-nous prêts pour la révolution bleue ? <

Philippe Lemoine

Mouvements contradictoires

Existe-t-il un lien secret entre la financiarisation de l'économie et l'économie de la connaissance, du savoir et de l'immatériel ? Toujours est-il que la valeur des actifs est de plus en plus extériorisée et liquide. **Mutation.**

Nous vivons encore dans l'idée selon laquelle un actif économique correspond à une capacité de production intérieure à l'entreprise, l'usine, la machine, le secret de fabrication ou le brevet. On peut se demander, à présent, si la plupart des actifs ne sont pas désormais extérieurs à l'entreprise. La notoriété des marques, la réputation des entreprises, les effets de réseaux génèrent des valeurs que les sociétés ne maîtrisent pas complètement ou qu'elles n'ont pas eu nécessairement à construire elles-mêmes. Il en va de même pour la valeur future de l'entreprise, qui repose de plus en plus sur sa capacité à intégrer des métiers, des solutions et des processus dissociés.

L'économie de l'immatériel nous apparait donc au regard de la création d'actifs et de valeur hors les murs de l'entreprise. La valeur des actifs et des capacités de production est de moins en moins patrimoniale, de plus en plus relationnelle. Elle réside moins dans la capacité de produire ou de fabriquer que dans celle d'établir des liens et des relations.

> Ruptures

Que c'est-il passé ? Comment sommes-nous passés d'un concept d'actif secret, interne, à celui d'actifs extériorisés ?

Jusque dans les années 1980, les grandes sociétés étaient dominées par le modèle des conglomérats. Elles abritaient plusieurs activités, très diversifiées, sous un même chapeau. Pour reprendre l'image de Daniel Cohen, dans *Trois Leçons sur la société post-industrielle*, l'entreprise fabriquait des maillots de bain et des parapluies pour être en mesure d'affronter différents types de risque : les maillots de bain pour le beau temps, les parapluies pour le mauvais. Elle se diversifiait de façon à couvrir le plus d'options possibles.

Ce modèle a connu une première rupture dès cette même décennie 1980. La masse des investissements nécessaires pour atteindre une taille critique et,

d'autre part, le début de la globalisation poussaient à un recentrage, mais les finalités en étaient encore largement industrielles. Il fallait tirer parti des gains de productivité interne – « faire plus avec moins » – pour gagner une prime à la première place.

Autre rupture, dans les années 1990, les stratégies de spécialisation et ce que le jargon appelle les *pure players*, les grandes entreprises monoactivité, deviennent le modèle dominant, plus financier qu'industriel. En diversifiant lui-même son portefeuille de risques et de placements, l'actionnaire devait gérer plus efficacement les risques que ne le faisaient les managers pilotant leur diversification. Il y a là une inversion, appelée « création de valeurs pour l'actionnaire ». Cette inversion porte en elle une mutation importante de la valeur économique des actifs. Ce qui fait la valeur fondamentale d'un actif ne se présente plus comme étant sa capacité d'accumuler, de capitaliser à l'intérieur de l'entreprise, mais comme son degré de transférabilité, sa valeur de cession potentielle ou sa valeur propre à la découpe. La possibilité d'inscrire l'actif dans son propre marché devient essentielle. La liquidité d'un actif est plus importante que sa capacité de production ou la mobilité des biens eux-mêmes. Dans cette logique d'évaluation, l'entreprise n'est plus perçue comme un tout dans lequel les activités se valorisent les unes les autres. Elle est une simple addition d'activités que l'on pourrait à tout moment découper selon des pointillés. C'est ce que les comptables appellent la *fair value*. Ils traitent la valeur de chacune des parties et rendent raison de la séparabilité de chaque activité.

> Puissance et fragilité

Deux mouvements contradictoires que je soumets au débat : unifier et séparer. Contradiction à l'intérieur des logiques financières que les nouveaux relais de croissance imaginables par l'entreprise



Antoine Rebiscoul.

doivent surmonter avec, d'un côté, des normes de comparabilité imposées par les marchés financiers, qui regardent l'entreprise comme un tout irréductible à la somme de ses parties, productrices de synergies internes et d'effet de rendement. Mouvement centripète, qui converge des périphéries vers le centre. Et, de l'autre côté, une injonction de la finance, obligation, imposée par les mêmes marchés, de mise en lumière de séparabilité des activités. Mouvement centrifuge, qui va du centre vers les périphéries de l'entreprise.

Comparabilité généralisée, recherche d'une mise en évidence de la séparabilité des actifs, substitution – dans le jargon comptable et financier – des valeurs d'échange aux valeurs d'utilité, tout cela a pour conséquence d'éroder l'idée même d'un corps propre de l'entreprise compris comme lieu hors marché de production de synergies et de mise en commun d'un capital de travail et de compétences.

J'en arrive à la question de l'immatériel et de la connaissance : pour toutes ces raisons, la financiarisation crée un puissant mouvement d'extériorisation des critères de valeur et de croissance des entreprises. Démontrer la valeur des actifs en les soumettant au suffrage de l'opinion – obsession du suffrage du cours de Bourse –, abstraction passionnante à observer mais sans cesse revendiquée par la logique du modèle économique.

L'entreprise dont le métier était de fabriquer commence à sous-traiter la fabrication. Puis elle cherche à concevoir. Lorsqu'elle est devenue conceptrice, elle veut se faire systémier de différents concepteurs, puis intégrateur de différents systémiers. Finalement, il lui reste les marques. Raison pour laquelle nous nous trouvons dans un monde de forte sacralisation des marques par les financiers. Elles sont désormais les pierres de touche ultimes de l'ensemble de l'édifice, son seul liant, l'indice de sa puissance et de sa très inquiétante fragilité.

> Signifiants flottants

L'entreprise se doit à présent d'apparaître non plus comme actrice de son industrie, mais comme celle qui structure son industrie de fond en comble, en maîtrise les droits d'accès, les convergences, la différence entre les contenants et les

contenus, la supériorité technologique. Celle qui a la puissance de la marque. Ces mutations du modèle économique sont très importantes. Nous sommes passés de la comptabilisation de produits finis à un système qui à d'avantage à voir avec la maîtrise des droits d'accès, l'émission de forfaits, la valorisation des relations avec les clients, leur fidélisation, l'évolution du revenu moyen par consommateur : critères extériorisés de valorisation.

Par quoi ces immatériels extériorisés sont-ils nourris ? Qu'est-ce qui leur donne consistance ? Sont-ils liés aux investissements que l'entreprise consent depuis son propre sein, son corps propre ? Ne sont-ils pas d'avantage liés à des *captations d'externalités* sur lesquelles aucun droit de propriété n'est établi, comme c'est le cas des marques qui jouent avec des valeurs publiques ou des signifiants flottants ?

Ce concept d'externalité est d'habitude laissé aux spécialistes de l'économie publique. Comment réguler les effets induits ou indirects de l'action économique avec des externalités positives et négatives ? Le décideur doit les faire apparaître, les évaluer et les pondérer les unes par rapport aux autres. Je suis frappé de voir à quel point les entreprises se sont entièrement approprié cette question. Nous sommes tous abreuvés de discours sur le développement durable, qui n'est rien d'autre que la question de la régulation des externalités négatives. En un sens, le marketing dans son ensemble est aussi une action de régulation des externalités.

Je soumetts ces différents points à notre discussion. <

Antoine Rebiscoul,
directeur général de The GoodWill Company
(groupe Publicis)

> Externalité positive

Ce que nous enseignent les abeilles

Les économistes ont une définition technique des externalités ; j'en donnerai plutôt ici une image. Vous pouvez vous intéresser de deux façons aux abeilles. À la façon de l'apiculteur, d'abord, qui se préoccupe de ce que l'abeille produit, avec l'aide et le contrôle de l'homme. Au bout d'un an, il récolte et vend ce produit – l'abeille est, dans ce cas, productrice de miel. C'est facile à mesurer, à comptabiliser. Vous savez qu'un apiculteur n'a pas besoin d'avoir un grand terrain, à partir d'un jardin pas plus vaste que cette scène, avec quelques ruches, ses abeilles butineront les fleurs un peu partout, rayonnant à deux ou trois kilomètres autour dans les vergers. Ce qui nous amène au deuxième point de vue possible sur les abeilles : à la façon de ce que j'appelle une « société pollen ». On s'est aperçu que des manipulations humaines dangereuses aboutissaient à l'introduction, sur le continent américain, d'abeilles tueuses



Yann Moulier-Boutang.

d'Afrique, responsables de la disparition massive des abeilles autochtones ; et on a constaté, à cette occasion, que l'activité économique fondamentale de l'abeille était la pollinisation. L'exemple a permis de mesurer la production des abeilles : 100 à 200 millions de dollars par an de miel. On s'est aussi amusé à chiffrer les dégâts qu'entraînait la disparition des abeilles : 53 milliards de dollars ! Pondération différente : la partie émergée de l'iceberg, 200 millions de dollars de production, et l'énorme activité non productive de 53 milliards, au-dessous de

la ligne de flottaison, que voient les économistes mais que ne voit pas l'apiculteur. Voilà ce que sont les externalités. S'intéresser à une société productive, aujourd'hui, ce n'est pas simplement prendre en compte la production de charbon ou la transformation d'une matière en une autre par le biais d'une dépense d'énergie. C'est s'intéresser aux multiples interactions complexes qui rendent compte d'un système. Tout ne se résume pas par la fable économique : la cigale dépensière, qui ne produit rien et que la fourmi va renvoyer à son néant, l'hiver venu, cette fourmi qui trime toute la journée pour nourrir d'autres fourmis, qui, à leur tour, accumulent de la nourriture, etc. Il faut dire que les fourmis ont aussi un rôle très important dans l'aération des sols, mais La Fontaine n'en parle pas... <

Yann Moulier-Boutang,
professeur de sciences économiques et directeur de l'unité de recherche Costech (Connaissance, organisation, systèmes techniques) à l'université de technologie de Compiègne, directeur de la rédaction de la revue *Multitudes*.

L'excellence, un métier d'avenir

La question de la production et de la diffusion des savoirs est au cœur de l'économie de la connaissance. **Trois avis sur un sujet brûlant.**

« J'attends avec impatience le jour où les grandes écoles françaises se remettront en question »



Cécile Deer, spécialiste de la comparaison des systèmes de l'enseignement supérieur, chercheuse au Research Centre on Skills, Knowledge and Organisational Performance, université d'Oxford.

La force des cursus universitaires anglo-saxons, et en particulier du cursus britannique, est que la reconnaissance de la diversité et de l'excellence ne passe pas par un modèle unique. Dans les années 1980, au moment des réformes de Margaret Thatcher, les universités anglaises s'inquiétaient d'une évolution vers un système « à la française », où l'excellence serait une forme de pseudouniversalité de la connaissance, imitant celle de l'« honnête homme » au sens classique, espèce dont on dit que Kant était le dernier représentant.

Dans le modèle anglo-saxon, si vous êtes passionné et que vous obtenez de bons résultats dans une discipline, si vous avez un don dans quelque domaine que ce soit, on vous encourage à cultiver l'excellence malgré d'éventuelles lacunes par ailleurs... En France, en revanche, les grandes écoles s'orientent selon un modèle de personne « bien faite » qui sache occuper toutes sortes de fonctions de responsabilité dans toutes sortes de structures.

Le rôle des grandes écoles françaises est fascinant. J'écris sur l'enseignement

supérieur depuis une quinzaine d'années, et j'attends avec impatience le jour où elles se remettront en question. Cela n'a jamais été un sujet en France. Si elles sont, aujourd'hui, obligées de le faire, c'est à cause de ces fameuses externalités.

> Le choc de Shanghai

À savoir : le classement académique des universités mondiales par l'université Jiao Tong de Shanghai place l'École polytechnique de Paris en 99^e position ; l'université de Strasbourg est bien mieux lotie. Ça fait mal ! et nous contraint à nous poser quelques questions que nous évitions jusqu'ici. Claude Allègre les avait soulevées dans un livre. Mais nous avons préféré faire la politique de l'autruche, sûrs que nous étions que, dans l'Hexagone, nous avons le meilleur système éducatif depuis la maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur. J'écume, depuis des années, les conférences internationales

sur l'enseignement supérieur. J'y rencontre très peu de collègues français.

Je pense qu'on ne peut pas faire de sociologie en ignorant les structures. Quand on accorde de l'importance au point de vue de la sociologie dans les réformes, il faut aussi comprendre les réflexes internes afin de les réorienter vers un environnement qui leur permettra d'être positifs. Les externalités négatives de l'enseignement supérieur ressemblent à la peur de l'échec, alors que l'enseignement supérieur doit l'encourager à essayer, à se tromper, à reprendre... Savoir, ce n'est pas avoir la bonne réponse, mais poser la bonne question, qui mènera au travail en commun plutôt qu'au cloisonnement et au mythe du savoir créé uniquement par quelques-uns, comme si ceux-là seuls avaient le droit de le produire, alors que nous savons tous le créer à partir de notre propre expérience, de notre originalité. <

Cécile Deer

« Aux États-Unis, il y a des moyens financiers qu'on a du mal à imaginer »



Charles Goldfinger, consultant international en stratégies, spécialiste de la finance et des technologies de l'information, fondateur de Read-Gene SA.

Le système universitaire américain est extrêmement ouvert et toujours à la recherche de l'excellence. Il dispose de moyens financiers qu'on a du mal à imaginer. L'université de Stanford a, pour dix à quinze mille étudiants, un budget supérieur à celui de l'ensemble des grandes écoles en France. Il y a là une disproportion extraordinaire. Je connais bien les États-Unis. J'ai longtemps travaillé à Berkeley. La grande force de l'organisation américaine réside dans son système multipolaire, fondé sur l'excellence et la spécialisation, et qui ne fait pas converger tous les étudiants vers le même entonnoir. En France, un bon mathématicien et un bon physicien

iront à l'École polytechnique – un bon politicien, aussi...

Aux États-Unis, il existe beaucoup de lieux d'excellence, comme le Massachusetts Institute of Technology ou l'université de Seattle, dans le domaine des biotechnologies. Cette habitude du *ranking* et de la concurrence a ceci de positif que tout cela ne cesse d'évoluer.

> Fuite des cerveaux

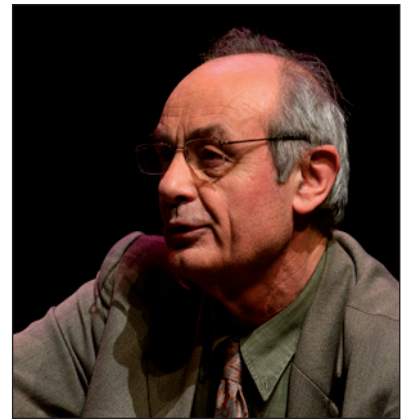
Un certain nombre d'exemples apportent un éclairage intéressant au moment où il est question du classement de Shanghai. L'université de Szczecin, en Pologne, avec laquelle je travaille maintenant, a un département qui est un des leaders mondiaux dans la détection génétique des cancers, l'International Hereditary Cancer Center (IHCC). Grâce à l'efficacité de ce département, qui compte 70 personnes, Szczecin est devenue la seconde université médicale de Pologne. Nous travaillons en Europe avec Decode Genetics, société islandaise qui a probablement un des centres d'études génétiques parmi les plus développés au monde ; avec le centre d'excellence anglais en matière d'études génétiques de Cardiff ; et avec l'université de Toronto, dans l'Utah. L'IHCC a une logique de sélection impitoyable, mais sans effet entonnoir.

En ce qui concerne les rapports entre l'université et l'entreprise, l'université polonaise se comporte un peu comme l'Église. Elle a survécu en maintenant

une forte tradition d'autonomie, écartant toute ingérence économique extérieure. L'entreprise dans laquelle je suis impliqué, Read-Gene SA, fait partie de l'université. Nous avons négocié un accord avec les pouvoirs universitaires, représentés par un « sénat » de tous les professeurs. Ils ont lu le contrat ligne par ligne et posé des questions sur les droits de propriété intellectuelle. Ils n'avaient pas de préjugés. Dire que l'on peut penser à la Pologne comme un réservoir de maçons, de plombiers, de femmes de ménage...

La Pologne s'inquiète, aujourd'hui, de l'émigration de ses étudiants, notamment vers l'Angleterre. Les statistiques donnent une idée de ce qu'est l'économie de la connaissance dans ce pays : les prévisions officielles donnaient le chiffre de 50 000 émigrants polonais durant la première année après l'ouverture des frontières. Pour l'essentiel, des ouvriers qualifiés, suivis par l'« intelligentsia » et autres médecins stomatologues ou gynécologues, dont les compétences étaient « transférables ». En revanche, les spécialistes de la génétique, par exemple, restaient dans le pays puisqu'ils risquaient d'être déclassés s'ils s'expatriaient. Une sorte de mécanisme d'autorégulation des migrations s'est ainsi mis en place. La spécificité scientifique joue comme un frein à l'émigration et à la fuite des cerveaux. <

Charles Goldfinger



D.R.

Yves Lichtenberger, vice-président de la Fédération des sociologues et président de l'université de Marne-la-Vallée.

jusqu'à son « niveau d'incompétence » avant d'entrer dans la vie active. Ces dernières années s'est opéré un renversement complet : on ne regarde plus simplement les formations et les filières du point de vue de la durée des études. Un étudiant qui, dans l'ancien système des + 3, + 5, + 8, mettait quatre ans pour obtenir la licence, avait un an de retard. Dans le système LMD, s'il a travaillé pendant ses études, les compétences ainsi acquises parallèlement seront en partie reconnues dans son cursus. Il pourra même avoir un an d'avance par rapport à un étudiant qui a fait « seulement » ses trois années d'études.

L'Europe et l'appel de l'extérieur ont été des aiguillons de cette transformation extraordinaire. En quatre ans, toutes les universités se sont trouvées au pied du mur et ont dû professionnaliser leurs formations. Shanghai fut aussi un aiguillon fort. Le classement a clairement démontré que, si la communauté universitaire voulait recevoir les moyens de développer sa recherche, il fallait qu'elle se prête à l'exercice de la comparaison avec les autres. Les ressources affectées automatiquement sont en train de disparaître, la compétitivité se met en place.

Autre moment important : le blues de l'enseignement secondaire, rendu responsable des « banlieues », présumé coupable d'avoir perdu le goût du métier... Ces reproches ont heurté les universitaires, qui ont senti la vague les envahir. Il leur fallait retrouver la finalité sociale de l'université – qui a ainsi regagné son vrai créneau, la production et la diffusion de connaissances. <

Yves Lichtenberger

« Nous sommes à un moment fort de la transformation du système de l'enseignement supérieur »

Le modèle américain sélectionne des institutions qui sont mises en concurrence et doivent être innovantes pour rester à niveau. La France a un tout autre modèle, où l'on crée l'excellence en triant les individus. Les institutions françaises, elles, sont réputées immuablement excellentes : Polytechnique, Mines, Ponts. Quand la France s'est interrogée sur les débouchés professionnels de ses académies, elle a créé les grandes écoles, puis celles-ci sont devenues des institutions de tri. Dans l'après-guerre, quand s'est posée la question de la capacité des universités – très enfermées dans leurs disciplines – à faire de la recherche, on a créé en parallèle le CNRS et l'Inserm.

À chaque fois s'est opéré un tri, et l'on a fini par ne plus réfléchir sur la manière dont est produite l'excellence.

> Au pied du mur

Nous sommes à un moment fort de la transformation de l'ensemble du système de l'enseignement supérieur. Les universités sont, aujourd'hui, parmi les lieux de modernisation les plus actifs de l'ensemble de la fonction publique. La rapidité avec laquelle elles ont transformé leur offre de formations pour entrer dans le système licence-master-doctorat (LMD) européen est un signe de cette capacité de modernisation. Avec les Deug, licence, maîtrise, DESS puis doctorat, on allait

Le savoir n'est pas une marchandise

On observe une grande lassitude, surtout chez les jeunes, face à l'aliénation et au malaise induits par la société d'hyperconsommation qui est la nôtre. Pour tenter de sortir de cette situation qui peut ressembler à une impasse, nous devons élever le niveau d'intelligence collective. **Au plus vite.**

La technologie change énormément de choses. Je relis régulièrement le rapport sur l'informatisation de la société paru il y a presque trente ans, et auquel Philippe Lemoine a participé ; on y trouve des erreurs d'anticipation des rythmes de développement, mais il ne s'est pas trompé sur les tendances. Au contraire, le récent rapport sur l'immatériel évoque à peine ces questions technologiques, alors qu'elles sont fondamentales.

Nous vivons une situation extrêmement paradoxale. Puisque nous filons la métaphore du moteur à explosion, nous en sommes maintenant à l'échappement, c'est-à-dire aux externalités négatives, à la pollution. Dans sa préface à un petit livre paru il y a deux ans, *Les Dirigeants face au changement*, Ernest-Antoine Seillière écrit : « *Il faut maintenant s'engager dans l'économie de la connaissance et dans le capitalisme du savoir. [...] Avec la mondialisation, c'est par les concepts, le développement de l'intelligence du devenir industriel qui se concrétisera aussi sur d'autres continents que nous resterons dans la course.* ». Certes ! Mais soixante pages plus loin, Patrick Le Lay dit dans une interview : « *Mon business, c'est de vendre du temps de cerveau disponible.* » L'échappement, l'externalisation négative, se trouve précisément là.

> Misère intellectuelle

Je constate que, au moment même où nous développons d'extraordinaires technologies permettant de produire de nouvelles formes d'intelligence, outillées, instrumentées, coopératives et collectives, nous voyons grossir d'immenses champs de misère intellectuelle et symbolique, et nous assistons à la destruction des grands équilibres mentaux de la culture et de la connaissance. Cette destruction soulève le problème posé par Platon, il y a deux mille cinq cents ans, de l'externalisation des



Bernard Stiegler.

savoirs. Paradoxalement, le savoir extériorisé nous échappe et, ainsi, nous nous en *désindividuons*, comme dirait Gilbert Simondon. Là où le savoir se développe de plus en plus, nous sommes de moins en moins savants. C'est le paradoxe de ce que Platon appelait l'*hypomnésie*. C'est aussi ce que Marx a dit à propos de l'ouvrier qui, du moment qu'il cède son savoir à la machine, devient prolétaire, n'a plus que sa force de travail à vendre. Selon une opinion trop répandue, le prolétaire est celui qui est pauvre. Or le prolétaire est celui qui a perdu son savoir, qui en est dépossédé. Il n'est plus l'acteur qui individue le monde et le transforme. Il devient esclave.

Nous sommes en train de sortir d'un monde industriel qui reposait sur l'opposition entre producteurs et consommateurs. Les gens ne désirent plus être de simples consommateurs. Les jeunes, en particulier, le désirent de moins en moins, et ils le seront de moins en moins. Ils souhaitent façonner ensemble leur monde, l'inventer et y exister notamment grâce aux technologies contributives et coopératives. Ils ne veulent pas de ce cercle vicieux de la consommation addictive : plus on consomme, moins on existe, et plus on produit, moins on sait, parce qu'on est soumis à des règles analytiques de découpage des savoirs instaurées dans le but de les maîtriser.

Nous voyons se développer dans le monde entier des technologies cognitives et culturelles extraordinaires. Mais elles se développent dans le sens de ce que Paul Valéry avait décrit, en 1939, comme une baisse de la valeur esprit. Je ne crois pas que l'esprit soit actuellement une valeur montante. Traité par des processus entropiques qui produisent de l'antientropie, je pense qu'il se dégrade. L'information peut devenir entropie par certains traitements, alors que le savoir est néguentropie.

> Circuits rompus

Un savoir ne perd pas sa valeur au cours du temps, il la conserve voire, la plupart du temps, en gagne. Alors que l'information perd la sienne, car elle est une marchandise. Comment faire avec l'information, qui est aussi matière première du savoir, de l'intelligence individuelle et collective ? Pour résoudre nos problèmes, nous devons élever le niveau d'intelligence collective. Parce que l'intelligence est toujours collective. Elle se partage et produit des circuits. Quels sont ces circuits ? Ceux de la *transindividuation*, pour emprunter un autre terme à Gilbert Simondon. Or, ces circuits ont été rompus. Le système industriel s'est développé, depuis deux siècles, en organisant une division industrielle du savoir qui repose sur l'opposition entre producteurs et consommateurs, pour réaliser des économies d'échelle. Il a fini par détruire la motivation au travail et la motivation à la consommation. Nous sommes dans une situation de malaise qui produit de l'hyperconsommation : les gens angoissés par la consommation consomment encore plus pour essayer de compenser leurs frustrations. Cela produit des mouvements « alterconsommation », anticonsummation, un malaise et une société problématique. <

Bernard Stiegler, directeur du département du développement culturel au Centre Georges-Pompidou, fondateur du laboratoire Costech (Connaissance, organisation et systèmes techniques), à l'université de Compiègne.

La technique va vite, le business se globalise, les hommes ne changent pas...

Connaissance et savoir sont des enjeux économiques et politiques, ils peuvent devenir des facteurs de discrimination et de nouvelles inégalités. **Vigilance.**

Je défends depuis très longtemps une philosophie humaine, et non technique, de la communication. Le décalage entre l'extraordinaire performance des techniques et la très faible amélioration de la communication humaine, sociétale, culturelle ou mondiale, m'intéresse. Il n'y a pas de rapport direct entre la performance des systèmes d'information et la capacité des hommes à se comprendre. La raison en est fort simple : plus nous envoyons de messages, à toute vitesse, interactifs, avec des couleurs, des odeurs..., plus l'incommunication est invisible, parce que, à l'autre bout, les récepteurs sont des êtres humains avec leurs langages, leurs philosophies, leurs cultures, leurs religions ou leurs idéologies. Si le village global est une évidence technique, ce n'est pas une réalité politique. La globalisation est une expérience économique, et non humaniste. Pour que les systèmes d'information n'aboutissent pas à la guerre, il faut sortir de la performance technique et poser la question politique : à quelle condition des hommes qui n'ont rien à se dire et qui se détestent peuvent-ils cohabiter ?

> Utopie

Penser que, grâce au Web 2.0, les six milliards d'internautes pourront plus facilement partager des savoirs et des connaissances est une utopie. Nous oublions que la connaissance et le savoir qui circulent dans les tuyaux deviennent simultanément des facteurs d'accumulation qui structurent l'économie capitaliste mondiale et, donc, des facteurs d'inégalités. Nous avons, d'une part, une utopie, portée par les communautés scientifiques qui souhaitent échapper à une économie classique et mettre en place des systèmes d'information permettant une répartition démocratique des savoirs et de la connaissance ; d'autre part, ces systèmes mettent en place un nouveau modèle économique. Il va falloir gérer cette contradiction.



Dominique Wolton.

On s'aperçoit cependant que tout ce qui a trait aux savoirs, à l'information et à la culture devient un enjeu économique et politique, enjeu de discrimination et de nouvelles inégalités. Si l'on veut garder pendant quelques années la première dimension, utopique et humaniste, il va bien falloir constater l'ambivalence des mots *société de l'information, société de la connaissance et du savoir partagé*.

Je soulignerais une contradiction supplémentaire. Il y a deux ans, 56 États ont signé à l'Unesco le principe de la reconnaissance de la diversité culturelle comme condition de l'existence de la communauté internationale. Reconnaissance des langues, des cultures, des religions, des idéologies : nous allons être obligés de cohabiter avec l'autre en le respectant. Simultanément, le thème de la société de la connaissance pose la question d'une répartition mondiale. Il y a bien contradiction entre l'idée de la communication mondiale des connaissances et celle du respect de la diversité culturelle. Il n'est pas impossible de gérer cette contradiction, mais ce qui, derrière la performance technique des systèmes, n'a pas grand-chose à voir avec les enjeux – celui de la paix, en particulier – qu'il nous faudra inventer et construire pour que ce système reste compatible avec du moins une partie des utopies qui le portent.

Les systèmes d'information et de communication sont des outils bien particu-

liers, qui jouent sur les signes et les symboles. Quelles que soient les interactions entre la technique, la société et l'homme, quand les systèmes d'information et les techniques influent sur le mental, il faut être extrêmement vigilant...

> La politique n'est pas la technique

Le xx^e siècle, qui fut le siècle des plus importants progrès scientifiques et techniques, fut aussi le plus meurtrier. L'homme a cette capacité extraordinaire d'inventer des techniques, des outils formidables, et aussi la faculté de mobiliser toute sa rationalité et toute sa productivité pour commettre des massacres.

Les technologies de l'information et de la communication sont comme des miroirs de notre cerveau et de notre esprit. Plus les techniques sont performantes, dans le cadre de ce rapport compliqué entre rationalité, imaginaire, information, connaissance, communication, plus nous devons faire attention et penser à la différence de nature entre l'homme et la technique. C'est la politique qui gère les hommes, en définitive. Et la politique n'est pas la technique.

Mais il existe un endroit dans le monde où se met en place depuis cinquante ans une innovation politique exceptionnelle : l'Europe. 27 pays, 23 langues, 500 millions de personnes – qui se sont fait la guerre, qui se haïssaient – inventent sans le savoir un modèle de cohabitation pacifique qui pourra peut-être servir au reste du monde. Il leur a fallu une intelligence accumulée. Cette richesse de l'Europe est exceptionnelle. À côté, vous avez une société américaine un peu plus innovante que l'euro-péenne, mais – je dis cela de la manière la plus neutre possible – je ne suis pas persuadé qu'elle soit capable de comprendre grand-chose à la diversité culturelle d'autrui. Où est le progrès ? <

Dominique Wolton,
directeur de l'Institut des sciences cognitives
et de la communication du CNRS.



DR

Maurice Lévy / Président du groupe Publicis,
coprésident de la Commission sur l'économie de l'immatériel

« Cessons de nous glorifier de choses qui ne marchent pas »

« Osons
la réforme –
nous en avons
les talents,
la volonté,
la richesse
humaine
nécessaires »

L'État a probablement trois choses à faire. La première : lever les obstacles. En France, où on s'est habitué à vivre selon un certain rythme, avec des réflexes anciens, les obstacles d'ordre législatif, corporatiste, etc., sont trop nombreux. Deuxième chose : l'État a un rôle à jouer en matière de fiscalité. L'immatériel est un sujet qui touche un monde sans frontières. Comment capte-t-on cette fiscalité ? Comment fait-on pour qu'elle ne soit ni pénalisante ni spoliant ?

Troisième démarche nécessaire, probablement la plus importante : l'État doit s'occuper de ses actifs ainsi que des éléments qui y sont liés, comme l'université. Comment ferait-on avancer l'économie de l'immatériel sans mobiliser la connaissance ?

> Changer de réflexes, changer d'échelle

La France est confrontée depuis un certain temps à un problème d'immobilisme. Beaucoup de gens prennent des initiatives dans le secteur privé, dans le secteur public aussi – ne lui jetons pas la pierre –, mais il y existe des pesanteurs.

L'analyse développée par Jean-Pierre Jouyet a conduit la Commission sur l'économie de l'immatériel à formuler des recommandations, fondées sur l'idée, en premier lieu, de changer de réflexes. Un exemple ? Les reconductions quasi automatiques d'un certain nombre de contrats publics mériteraient sans doute une réflexion préalable...

Nous sommes, depuis 1958, dans la construction de l'Europe. Mais quoi que nous fassions, nous raisonnons à l'échelle de la France. Or, l'économie de l'immatériel se moque des frontières, en matière de flux d'informations comme de flux des marchés. Réfléchissons au moins à l'échelle européenne !

Sans vouloir jeter le modèle français aux orties, nous avons considéré que l'on pouvait s'interroger sur les raisons pour lesquelles ce modèle ne fonctionne plus. Cessons de nous glorifier de choses qui ne marchent pas. Et cessons de penser que nous sommes riches au point de pouvoir vivre sur un modèle en contradiction avec tout ce qui se passe sur le reste de la planète. Regardons les choses objectivement et décidons un certain nombre de changements. Gardons ce qui est bien et changeons ce qui ne l'est pas.

> Vent de liberté

Ayons le courage de remettre en question le corporatisme et ces règles dont la seule raison d'être est le fait que tel groupe d'intérêt n'accepte de soutenir tel gouvernement qu'en échange d'avantages dont il estime qu'ils lui sont dus. Ce qui n'a aucun sens économique.

Libérons – j'ose le terme – nos forces, donnons-nous plus de souffle, plus de liberté, plus de capacité d'action. Questionnons encore une fois l'enseignement supérieur et la recherche : voilà un secteur très largement pourvu – même si je considère, avec l'ensemble des membres de la Commission, que c'est insuffisant. Mais malgré tous les moyens octroyés à cet enseignement supérieur, l'université française la mieux placée dans le classement mondial de Shanghai n'y occupe que la 45^e place.

Si c'est cela la France, il faut bien dire qu'elle mérite d'être réformée, et il faut oser le faire. D'autant que nous avons les talents, que nous avons la volonté, la richesse humaine nécessaires et qu'il est avéré que nous avons beaucoup plus d'atouts que bon nombre d'autres pays. <



Directeur de la publication -
Rédacteur en chef :
Philippe Collier - Filactu
Courriel : collier@filactu.com
Tél. : +33 (0)6 80 83 25 17

Conception graphique :
Valérie Eudier

Société éditrice :



Goodwill
Management
SAS au capital de
100 000 €

46, Bd de Sébastopol
75003 Paris
Tél. : 01 49 26 05 49
RCS : Paris B 450 482 641

Site Web :
www.capital-immateriel.info

Bulletin d'abonnement

Je souhaite recevoir gratuitement les prochains n°

(numéros au format PDF, livrés par mail)

Société : _____

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Tél. : _____

E-mail : _____



La lettre de l'économie de l'intelligence, du savoir et de la création



> GOODWILL MANAGEMENT
46 BD de Sébastopol
75003 PARIS